

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

RAPPORT DE STAGE AU CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION
INTERNATIONALE

TRAVAIL PRÉSENTÉ

À

MR. ÉRIC DION

COMME EXIGENCE FINALE DE L'ACTIVITÉ D'INTÉGRATION ENP7969-S
STAGE

PAR

CHRISTINE PÉLAGIE NGO SOM

MONTRÉAL

31 MAI 2024

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

REMERCIEMENTS	III
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES	IV
RÉSUMÉ	V
INTRODUCTION	6
I. DESCRIPTION DE L'ORGANISATION ET DU MANDAT	7
1. DESCRIPTION DE L'ORGANISATION	7
2. DESCRIPTION DU MANDAT	10
II-RECENSION DES ÉCRITS	11
1. DÉFINITION DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE	12
2. DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	13
3. COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	15
4. COOPÉRATION INTERNATIONALE ET PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN HAÏTI	17
III. METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION	27
1. CADRE MÉTHODOLOGIQUE ET OUTILS DE RECHERCHE	29
2. ANALYSE DE DONNÉES RECUEILLIES	34
IV- RESULTATS	35
1. DESCRIPTION DES RÉSULTATS OBTENUS LORS DE L'ÉTUDE PAR RAPPORT À LA PROBLÉMATIQUE.	35
2. DISCUSSION DES RÉSULTATS RELATIVEMENT AU POINT DE VUE THÉORIQUE PROPOSÉ PRÉCÉDEMMENT ET PAR RAPPORT AU MANDAT CONFIE À L'ORIGINE.....	36
V. DISCUSSION ET RECOMMANDATION	41
CONCLUSION	42
9. BIBLIOGRAPHIE	43
ANNEXES	46
ANNEXE 1	46
ANNEXE 2	47
ANNEXE 3	49

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à exprimer ma sincère gratitude à Mme Amélie St-Amant Ringuette, ma responsable de stage au sein du projet AVETI, pour sa précieuse aide, son soutien constant et les opportunités d'apprentissage qu'elle m'a offert tout au long de cette expérience enrichissante. Ses conseils avisés, son expertise et sa bienveillance ont grandement contribué à mon développement professionnel et personnel.

Je souhaite également adresser mes remerciements à M. Éric Dion, mon directeur académique, pour son appui et ses encouragements tout au long de ce stage. Ses conseils éclairés et son expertise ont été d'une grande aide pour moi dans la réalisation de mes missions.

Je tiens également à exprimer ma reconnaissance envers toutes les personnes qui m'ont soutenu et accompagné durant ce stage, que ce soit au sein de l'équipe du CECI en général et du projet AVETI en particulier ou dans mon environnement académique. Leur collaboration, leur expertise et leur bienveillance ont été des atouts précieux qui ont contribué à la réussite de ce stage.

Enfin, je voudrais remercier tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce rapport de stage, ainsi que toutes les personnes qui ont cru en moi et m'ont encouragé tout au long de ce parcours.

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

APD	Aide publique au développement
AFD	Agence française de développement
AVETI	Projet d'adaptation aux changements climatiques et de valorisation économique des filières agricoles
BM	Banque Mondial
CAD	Comité d'aide au développement (CAD)
CECI	Centre d'étude et de coopération internationale
CMED	Commission mondiale sur l'environnement et le développement
DID	Développement internationale Desjardins
FMI	Fond Monétaire International
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies au Droit de l'Homme
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies en Haïti
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
SOCODEVI	Société de coopération pour le développement international
UPA DI	Union des producteurs agricoles Développement international
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
USAID	Agence des États Unies pour le développement international

RÉSUMÉ

Le présent rapport de stage se concentre sur notre expérience au sein du CECI plus précisément au sein du projet AVETI, où nous avons été confrontés aux défis complexes du développement durable en Haïti. En explorant les rouages de ce projet, nous avons été témoins de l'importance cruciale de la communication dans la réussite des initiatives visant à surmonter les obstacles économiques, politiques, sociaux et environnementaux du pays. Notre immersion dans ce contexte diversifié nous a permis de comprendre l'impact profond que peut avoir une communication stratégique pour mobiliser les parties prenantes, maximiser les bénéfices des projets et favoriser le changement social positif. Ce rapport présente une analyse approfondie de notre expérience, mettant en lumière les enjeux spécifiques rencontrés, la stratégie de communication efficace identifiée et les recommandations formulées pour renforcer l'impact du projet AVETI et promouvoir le développement durable en Haïti.

INTRODUCTION

Le présent rapport de stage s'inscrit comme une exigence de cette activité d'intégration obligatoire qu'est le stage (ENP7969 S). Cette activité d'intégration est un exercice très important du programme pour professionnel de Maîtrise en administration publique concentration administration internationale. Ainsi, cette expérience unique nous permet d'appliquer dans un contexte organisationnel, les notions, outils et techniques que nous avons appris et développés lors de notre cheminement à l'ENAP.

Ce rapport de stage nous permet d'une part de communiquer et rendre compte à M. Éric Dion, notre conseiller académique ainsi qu'au bureau des stages, de l'effectivité de notre stage. D'autre part, il vise à rendre compte à la mandante madame Amélie St-Amant Ringuette, des livrables et du travail que nous avons effectué.

Plus loin, ce rapport de stage serait également utile dans la mesure où il permettra à un étudiant qui voudrait réaliser un stage dans le domaine de l'administration internationale ou dans un projet au sein du CECI de s'en inspirer.

Notre rapport de stage sera présenté comme suit : une introduction, une description de l'organisation et du mandat qui nous a été confié. Dans cette partie, nous présenterons le mandat tel que défini dans l'offre de service, en y présentant les activités que nous avons réalisées. Nous allons situer le mandat dans l'organisation d'accueil tout en précisant la mission de celle-ci. De plus, nous décrirons la direction et le projet au sein duquel les activités réalisées lors de notre stage se sont déroulées. Ensuite, nous allons faire une recension des écrits. Celle-ci nous permettra de présenter les connaissances théoriques pertinentes à la réalisation de notre mandat. Plus loin, nous présenterons la méthodologie de recherche et d'intervention que nous avons utilisée. Il s'agira plus précisément de présenter le type de recherche que nous avons mené et de décrire les outils de collecte de données ainsi que les méthodes d'analyse utilisées. Par la suite, nous présenterons les résultats obtenus et effectuerons une description de ceux-ci par rapport à la problématique. Nous discuterons de ces résultats relativement au point de vue théorique proposé précédemment et par rapport au mandat confié au début du stage. Enfin, nous allons faire une synthèse de notre argumentation et présenter une conclusion dans laquelle nous ferons un bref rappel de notre mandat et des résultats de la démarche de stage.

I. DESCRIPTION DE L'ORGANISATION ET DU MANDAT

1. Description de l'organisation

Le centre d'étude et de coopération internationale (CECI) est un organisme de coopération internationale qui œuvre depuis 1958. Son objectif est de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à travers des projets de développement durable en Afrique, en Asie et dans les Amériques. À cette fin, le CECI renforce les capacités de développement économique des communautés défavorisées ; il appuie des initiatives d'égalité entre les femmes et les hommes, de lutte contre les violences, de sécurité alimentaire, de résilience et d'adaptation aux changements climatiques ; il mobilise des ressources et favorise l'échange de savoir-faire. Toujours à la recherche d'innovation et d'efficacité, le CECI travaille à des solutions de développement durable par la mise en œuvre de programmes et projets avec des partenaires stratégiques. À travers toutes les interventions du CECI, les relations avec les partenaires du Sud deviennent plus égalitaires. Le renforcement de la gouvernance démocratique et la protection de l'environnement sont intégrés de manière systématique dans l'ensemble de la programmation du CECI. Ainsi, depuis sa création en 1958, le CECI a :

- Mobilisé plus de 12 000 volontaires et employé (es) au Canada et dans 30 pays ;
- Appuyé plus de 8000 organisations locales partenaires ;
- Changé la vie de plus de 30 millions de personnes ;

Vision : le CECI visualise un monde sans pauvreté, égalitaire, inclusif et qui célèbre la diversité. Pour ce faire, il travaille à la création d'un CECI international mobilisant les acteurs et les actrices clé de changement, tant au Sud qu'au Nord, afin de promouvoir un développement socioéconomique durable, de réduire la pauvreté, d'établir des rapports égalitaires entre les femmes et les hommes, et d'accroître la sécurité des populations les plus vulnérables. Ainsi, le CECI est un leader au sein d'un réseau international de partenaires qui lutte contre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités. Il met également de l'avant des opportunités variées de coopération directe telles que des échanges, des stages,

le volontariat international, le développement économique social et la consommation responsable, de même que le tourisme social respectueux de l'environnement.

Les communications sont au cœur des stratégies de changement social du CECI et dans leurs prises de position, notamment par l'appui à des campagnes de lutte contre la pauvreté et la violence. Le mode de gouvernance et la structure organisationnelle sont le moteur de cette vision stratégique et de ses partenariats. Les employés du CECI se reconnaissent dans les valeurs de l'organisation et apprécient l'enrichissement et l'épanouissement que leur procure leur milieu de travail.

Valeurs : en qualité d'organisation internationale, le CECI repose sur des valeurs fondamentales qui répondent à ses convictions que sont:

Coopération : Le CECI croit que tous les humains ont une communauté de destin et que c'est ensemble que nous devons relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Le CECI favorise ainsi la collaboration entre les individus et contribue à bâtir des ponts entre nations par l'échange interculturel et la solidarité internationale.

Respect : Le CECI entend faire preuve de respect envers les personnes et les peuples avec qui il travaille en respectant les différences quelles qu'elles soient. Le CECI rejette toute forme de harcèlement ou de discrimination d'ordre sexuel, ethnique ou religieux. Bref, il veille à cultiver les conditions d'une relation valorisante avec l'autre.

Équité : le CECI croit à l'égalité en droit et en dignité des personnes. Nous œuvrons à établir l'équité entre hommes et femmes dans la société comme au sein de notre propre organisation.

Engagement : le CECI croit fermement à l'ensemble de ses valeurs, et s'engage à mettre tout en œuvre afin de demeurer fidèle à celles-ci dans chacune de leurs actions, afin de pouvoir réaliser pleinement sa mission. Et cela par libre choix et par conviction profonde.

Intégrité : le CECI prend individuellement et collectivement l'engagement de demeurer intègre et donc de toujours mener chacune de ses actions de façon irréprochable,

en tout respect de sa mission et de ses valeurs, et en ne cédant à aucune forme de corruption.

Tel que mentionné plus haut, la mission première du CECI est de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à travers des projets et programmes de développement durable en Afrique, en Asie et dans les Amériques. C'est dans cette optique que le CECI a mis sur le pied le projet d'adaptation climatique et de valorisation économique des filières agricoles en Haïti (AVETI).

Le projet AVETI est une initiative qui vise à améliorer le bien-être économique et réduire la vulnérabilité d'environ 4 200 ménages ruraux de cinq communes du département de la Grand'Anse en Haïti. Le renforcement du pouvoir économique et de l'accès aux instances décisionnelles des femmes est central au projet, tout comme les besoins et les aspirations des jeunes. À travers sa stratégie de vulgarisation et de promotion de bonnes pratiques agricoles, le projet travaille à accroître durablement la valeur ajoutée et à favoriser l'adaptation et la résilience aux changements climatiques des filières cacao, igname, manioc et maraîchage ainsi qu'à renforcer des organisations paysannes. En s'appuyant sur l'approche filière et la facilitation des marchés inclusifs, le projet contribue à rapprocher l'offre et la demande sur les marchés des intrants, de la recherche, des services financiers, des produits agricoles tout en favorisant le dialogue entre les acteurs impliqués. (CanSFE, P.1).

Actions du projet:

- Renforcement des capacités des producteurs de cacao et d'igname pour encourager l'adoption de pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques;
- Gestion durable de l'eau et de la terre, augmentation du couvert boisé pour protéger les cultures et stabilisation des terres;
- Réhabilitation des parcelles de terre endommagées et adoption de pratiques agricoles innovantes pour améliorer la quantité et la qualité des aliments produits;
- Procurer un meilleur accès aux services et produits financiers mieux adaptés.

Partenaires:

- Le projet est réalisé en consortium avec SOCODEVI et l'Union des producteurs agricoles Développement international (UPA DI), membres de l'Alliance agricole internationale, ainsi que Développement international Desjardins (DID);
- Les partenaires locaux incluent le Ministère de l'agriculture, les principales coopératives cacaoyères et d'autres organisations.
- Budget: Le budget du projet est de 12 900 000 \$ (financé par Affaires mondiales Canada).

Ce stage offert était en qualité de conseillère en communication pour le projet AVETI nous permettant de couvrir des tâches en lien tant avec notre qualité d'analyste, qu'avec la gestion de projet ou du changement. Ce qui rejoint notre discipline d'étude actuelle : l'administration internationale. Cette offre de stage consistait à venir en appui au projet dans le cadre de la promotion et de la valorisation de ses activités de communication et de plaidoyer politique et agricole tant au niveau d'Haïti qu'au niveau du Canada. Ainsi nous avons travaillé en collaboration tant avec la direction des communications au niveau du Canada et en Haïti, qu'avec la direction des programmes au niveau de Montréal. Basé sur une période de 16 semaines allant du 31 janvier 2024 au 31 mai 2024, le but de ce stage était de réussir à nous introduire dans le milieu professionnel plus précisément à nous familiariser avec l'environnement de la coopération internationale. Par ailleurs, ce stage nous a permis de prendre connaissance des tâches qu'une conseillère en communication dans le domaine de coopération internationale est emmenée à réaliser au quotidien. Il était ainsi basé sur un mandat préalablement défini.

2. Description du mandat

Le mandat tel que formulé dans l'offre de service mentionnait que le stagiaire avait pour responsabilités de :

- Participer au processus de planification et rapportage annuel du projet;
- Collaborer au développement du matériel de communication pour le projet, notamment pour capitaliser et valoriser certaines bonnes pratiques;

- Appuyer les coopératives et entreprises associatives partenaires du projet dans la création d'outils de communication afin de faire connaître davantage leurs activités et réalisations;
- Participer à l'alimentation des réseaux sociaux du projet afin de partager ses réalisations au niveau local, national et international ;
- Renforcer les capacités des partenaires du projet dans la gestion de leurs réseaux sociaux et les accompagner dans l'alimentation de leur site web le cas échéant;
- Appuyer les campagnes de plaidoyer du projet et des partenaires le cas échéant;
- Prendre en compte l'égalité des genres, les droits et la diversité dans toutes les activités en mettant un accent particulier sur la participation et représentation des femmes et des jeunes femmes à l'ensemble des activités;
- Prendre en compte les questions de l'environnement et d'adaptation aux changements climatiques dans toutes les activités;
- Participer à la réalisation d'activités de communication, qui peut inclure une activité de collecte de dons, visant à partager votre expérience de volontariat auprès de votre entourage et à le sensibiliser aux enjeux de solidarité internationale;
- Compléter, hebdomadairement, une feuille de temps et la faire parvenir à la personne responsable au CECI Montréal;
- S'assurer, en tout temps, de respecter les guides, manuels, directives ou consignes de l'organisation en matière de sécurité et de protection;
- Rédiger les rapports requis par l'organisation partenaire et par le programme du CECI.

II-RECENSION DES ÉCRITS

Dans le but de mieux comprendre globalement le rôle d'un organisme de coopération internationale tel que le CECI et plus précisément d'analyser comment réussir à communiquer efficacement sur le projet AVETI tout en prenant en considération le contexte sécuritaire Haïtien où est implanté le projet AVETI, nous avons réalisé une recension des écrits consacré à la coopération internationale.

Il est important de noter que de nombreux écrits abordent soit du thème de la coopération internationale, soit de solidarité internationale, lesquels englobent plusieurs sujets qui traduisent chacun à leur tour une définition mettant en lumière les concepts de coopération ou de solidarité internationale.

1. Définition de la coopération internationale

Selon le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies (HCDH), la coopération internationale représente le fondement de la solidarité internationale. Mais cette solidarité va bien au-delà d'une simple assistance, de la coopération internationale, de l'aide ou de l'assistance humanitaire. Pour lui, « la solidarité internationale doit être observée comme un concept plus étendu qui comprend précisément la viabilité des relations internationales, en particulier des relations économiques internationales, la coexistence pacifique de tous les membres de la communauté internationale, les partenariats égaux et le partage équitable des avantages et des charges. Les acteurs concernés doivent s'abstenir de porter préjudice ou de faire obstacle à l'amélioration du bien-être d'autrui, y compris dans le cadre du système économique international, et de compromettre notre habitat écologique commun dont nous assumons tous la responsabilité » (HCDH, 1996-2024, P.1).

Ainsi la coopération internationale peut être définie de différentes façons :

Sur le plan économique, la coopération internationale renvoie à la collaboration entre deux ou plusieurs pays dans le but de faciliter les échanges commerciaux, encourager les investissements étrangers, promouvoir le développement économique ainsi que stabiliser les marchés financiers à l'échange mondial.

Sur le plan politique : la coopération internationale englobe les efforts déployés par les nations pour promouvoir la paix, la diplomatie, la résolution des conflits, les droits de l'homme, la gouvernance démocratique, et les accords internationaux visant à régler les relations entre États.

Sur le plan militaire, elle renvoie à la collaboration entre les forces armées de différents pays pour la sécurité collective, la lutte contre le terrorisme, le maintien de la paix, le désarmement et la réponse aux menaces transnationales.

Sur le plan sécuritaire : la coopération internationale consiste au renforcement de la sécurité des nations en collaborant sur plusieurs questions comme la sécurité alimentaire,

la santé mondiale, la lutte contre les pandémies, la protection de l'environnement, l'adaptation aux changements climatique qui est une question de plus en plus mise en exergue.

Sur le plan social, elle se concentre sur le développement humain, l'égalité des genres, l'éducation, la santé, l'aide humanitaire, la lutte contre la pauvreté et l'injustice sociale ainsi que sur le renforcement des capacités communautaires pour favoriser le bien-être des populations à l'échelle internationale.

Quel qu'en soit le domaine, la coopération internationale est un processus utilisé par plusieurs pays et à travers lequel les organisations internationales, les ONG et plein d'autres acteurs travaillent ensemble pour atteindre des objectifs communs et résoudre des problèmes internationaux, voire mondiaux. « La coopération internationale est un champ d'analyse particulièrement riche pour les sciences sociales. Qu'il s'agisse d'étudier ses acteurs et leur évolution, les enjeux qui traversent ce champ, la production et la reformulation d'idées en son sein, ce domaine de l'activité humaine laisse apparaître de nombreuses opportunités de travaux » (Pirotte, 2021, p.1).

Ainsi, la coopération internationale peut poursuivre plusieurs objectifs parmi lesquels : l'aide humanitaire aux citoyens de pays pauvres ou en conflit, la protection des citoyens victimes de discrimination fondées sur leur race, leurs croyances, leurs origines et bien d'autres; le maintien de la paix, la protection des droits de l'homme, le renforcement et la protection de la démocratie et la liberté d'expression, la promotion du développement économique et social des pays défavorisés et le développement durable (economy-pédia.com, international-corporation , p.1). Le développement durable est un enjeu capital de la coopération internationale.

2. Développement durable

Le développement durable tel que défini par l'ex première ministre norvégienne, « est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures ». C'est la gestion rationnelle des ressources humaines, naturelles et économiques en vue de satisfaire les besoins essentiels de l'humanité à très long terme (Badillo, 2023, P.1).

En 1983, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) définissait le développement durable comme étant un fait qui répond aux besoins des générations actuelles, sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire la leurs. Cette définition est encore de nos jours utilisés par plusieurs gouvernements, organismes et institutions et facultés à l'instar de la faculté des arts et des sciences de l'université de Montréal. Cette définition telle que présentée, est ainsi énoncée dans la loi fédérale canadienne sur le développement durable adoptée par le Parlement en juin 2008 (Agence de la santé publique du Canada, 2022, Parag.1). Le développement durable est un concept grâce auquel l'on peut parvenir à conserver un environnement naturel et sain, une économie grandissante et une société dynamique, juste et équitable pour les générations actuelles et éventuellement futures.

Cependant, le Québec quant à lui, par l'adoption de sa loi sur le développement durable, apporte sa propre définition de ce concept qui met un accent particulier sur sa façon de promouvoir le développement durable tout en insistant sur un facteur de durabilité important selon lui : « Notre capacité à apprécier nos actions de manière globale par-delà les frontières disciplinaires ». (Ministère de l'Environnement, de la lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, 2024, P.1). Le développement durable est issu de l'idée selon laquelle, tout ne peut pas continuer comme avant, qu'il faut remédier aux insuffisances d'un modèle de développement axé sur la seule croissance économique en reconsidérant nos façons de faire compte tenu de nouvelles priorités. Il faut donc :

- **Maintenir l'intégrité de l'environnement** pour assurer la santé et la sécurité des communautés humaines et préserver les écosystèmes qui entretiennent la vie;
- **Assurer l'équité sociale** pour permettre le plein épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes, l'essor des communautés et le respect de la diversité;
- **Viser l'efficience économique** pour créer une économie innovante et prospère, écologiquement et socialement responsable (Ministère de l'Environnement, de la lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, 2024, P.1).

De façon générale, le développement durable repose sur trois grands piliers que sont l'économie, l'environnement et le social. Ces piliers permettent d'équilibrer la croissance économique avec la protection de l'environnement et le bien-être social.

En qualité d'organisation internationale, le CECI combat la pauvreté et l'exclusion par des projets de développement durable en Afrique, en Asie et dans les Amériques.

3. Coopération internationale et développement durable

La coopération internationale facilite l'aide au développement, qui vise à améliorer les conditions de vie des populations les plus défavorisées, tout en favorisant un développement économique, social et environnemental durable.

Mais qu'est-ce que l'aide au développement?

Pour l'Agence Française de développement (AFD), l'aide au développement souvent appelée aide publique au développement (APD) est l'ensemble des financements apportés par les acteurs publics des pays les plus favorisés pour améliorer les conditions de vie dans les pays moins favorisés (Petit, 2024, P.1).

Selon la définition du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, on entend par « aide publique au développement » (APD) « l'aide fournie par les États dans le but exprès de promouvoir le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. » Adoptée par le CAD en 1969 comme la norme de référence en matière d'aide extérieure, l'APD demeure la principale source de financement de l'aide au développement. L'APD est basée sur des statistiques recueillies, traitées et publiées par l'OCDE (OCDE, 2023, p.1). Cette aide selon l'OCDE, comprend les dons ou prêts consentis dans des conditions financières occasionnelles, accomplis par l'État, des organismes publiques ou des administrations locales des pays membres de l'OCDE à des pays et territoires en développement et à des organismes multilatéraux.

Pour **Jeffrey Sachs**, économiste et directeur de l'institut de la Terre à Columbia University, l'aide au développement consiste à apporter un soutien financier, technologique et organisationnel aux pays en développement pour les aider à surmonter la pauvreté,

améliorer la santé, l'éducation et l'infrastructure et promouvoir le développement économique durable (Sachs, 2005 cité par Hahn, 2005, P.69).

La **Banque Mondiale** quant à elle, présente l'aide au développement ou l'aide internationale comme des actions qui visent à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Elle favorise la croissance économique. Elle peut se présenter sous la forme de dons de prêts à faible intérêt et d'assistance technique.

En somme, l'aide au développement vise à soutenir les pays en développement dans leur quête d'une croissance durable, d'une réduction de la pauvreté et d'une amélioration des conditions de vie.

Ainsi, de façon générale l'APD peut être présenté sous forme de dons ou de prêts très bénéfiques, ayant pour but le financement des programmes d'amélioration de l'accès à certaines ressources comme l'eau potable, les soins, l'électricité, l'école, des logements décentes et même à un environnement préservé. Cette aide peut être érigée vers de petits projets locaux ou de très vastes politiques nationales sur un long terme.

L'APD peut être mise en œuvre par plusieurs acteurs locaux et internationaux tels que :

- Les ministères, collectivités, banques, organisations professionnelles;
- Les gouvernements des pays donateurs;
- Les organisations internationales tel que l'Organisation des Nations Unies (ONU), la Banque Mondiale (BM), le Fond Monétaire International (FMI) ;
- Les agences de développement bilatérales comme l'agence des États Unies pour le développement international (l'USAID), l'AFD, la coopération Allemande (GIZ) ;
- La société civile et ONG nationales et internationales;
- Le secteur privé et entreprises multinationales;
- Institut de recherche et universités;
- Organisations philanthropique et fondation privées tel que la fondation Bill & Melinda Gates.

4. Coopération internationale et projet de développement durable en Haïti

Pourquoi Haïti?

Haïti traverse depuis quelques temps déjà, une crise économique et politique sans pareil. La crise économique et politique en Haïti est le résultat d'un ensemble de facteurs historiques, politiques, économiques et sociaux complexes. Pour comprendre l'origine de la crise actuelle, il est important de remonter aux racines historiques de la nation haïtienne.

Entre 1492 et 1697: Colonisation espagnole et introduction de l'agriculture de plantation, principalement axée sur la culture de la canne à sucre et l'exploitation des travailleurs autochtones et africains comme esclaves.

Bien que cela ait été considéré comme le début de l'histoire écrite d'Haïti, l'île avait été habitée par des indigènes Ta'no (qui se sont référés à la terre sous le nom *d'Ayiti*) depuis l'ère BC et avaient une histoire riche bien avant la conquête espagnole. (Concern Worlwide Us, 2023, P.1)

- **La colonisation et l'exploitation sous le régime colonial (1697-1804)**

1697-1804: Après la cession de la partie ouest de l'île à la France, la colonie devient le joyau de l'empire français, produisant d'énormes quantités de sucre, de café et d'autres cultures de rente. L'esclavage est institutionnalisé, avec des conditions de vie brutales pour les esclaves africains. Cette exploitation économique crée des inégalités massives et forme le socle de la future instabilité sociale et politique.

Après l'abolition de l'esclavage et l'expulsion des colons, Haïti se retrouve face à un profond bouleversement socio-économique. Les terres, autrefois exploitées par les colons, sont désormais vacantes. Privée du soutien économique des anciens maîtres, la jeune nation doit se débrouiller seule, malgré l'embargo international imposé en représailles à son indépendance contre la France. Le modèle économique basé sur une agriculture de rente, favorisant l'exportation des produits coloniaux, est rejeté par les paysans haïtiens. Les symboles de l'ancienne domination coloniale sont détruits : les champs de canne à sucre sont incendiés, les propriétés pillées, les plantations détruites et les outils de travail sabotés.

Dans ce contexte de rupture, les relations entre les Marrons, les anciens esclaves libérés vivant dans les montagnes, et les esclaves affranchis prennent une nouvelle dimension. Ils mettent en lumière un modèle de développement alternatif, axé sur l'autonomie et la résilience. (Perchellet, 2010, P.10) s'en sont suivit plusieurs reformes qui bouleverseront d'avantage le système économique et politique d'Haiti.

- **Révolution et indépendance (1804-1825)**

En 1804, Haïti devient la première nation indépendante d'Amérique latine après une révolution menée par des esclaves affranchis. Cependant, l'indépendance est suivie par une demande française d'énormes réparations, entraînant une dette qui pèsera sur Haïti pendant des décennies.

Dès la proclamation de l'indépendance d'Haïti, la France fait pression sur le nouvel Etat et ne reconnaît pas cet acte unilatéral. De 1806 à 1814, les relations entre Haïti et la France sont suspendues mais, à partir de 1814, plusieurs missions diplomatiques françaises se succèdent en Haïti (Perchellet, 2010, P.12).

Le Roi du Nord d'Haïti Henri Christophe, refuse catégoriquement toute négociation concernant des compensations financières ou des avantages commerciaux. Cependant, sous la pression du président Haïtien Jean-Pierre Boyer, qui cherche à obtenir la reconnaissance de l'indépendance d'Haïti par la France, une décision regrettable est prise en 1825. En effet, Boyer accepte l'ordonnance royale de Charles X, une décision capitale qui a contribué à légitimer davantage le passé colonial de la France et prolonger sa domination sous une nouvelle forme.

Cette ordonnance, impose trois dispositions visant à remplacer le colonialisme par un néocolonialisme. L'article 2 de cette ordonnance stipule que « *Les habitants actuels de la partie française de Saint-Domingue verseront à la Caisse des Dépôts et Consignations de France en cinq termes égaux, d'année en année, le premier échéant au 1^{er} décembre 1825, la somme de cent cinquante millions de francs-or, destinée à dédommager les anciens colons qui réclament une indemnité.* » (Perchellet, 2010, P.12,13).

Le comité pour l'abolition des dettes illégitimes pense que l'idée qu'Haïti ait versé une « indemnité » à la France est fallacieuse, car il s'agissait en réalité d'une véritable rançon. La France prétendait vouloir indemniser les anciens colons qui avaient été « dépossédés » de leurs terres. Toutefois, le montant exigé, fixé à 150 millions de francs-or, payable sur cinq ans, était largement surévalué, dans le but évident de maintenir Haïti dans une situation de dépendance économique.

Pour s'acquitter de cette dette, Haïti a dû contracter des emprunts auprès de banquiers privés parisiens. Trois emprunts ont ainsi été réalisés, de 30 millions en 1825, de 15 millions en 1874 et de 50 millions en 1875. En 1838, le montant de la rançon a été réduit à 90 millions, mais le solde restant, soit 60 millions, a dû être remboursé sur une période de trente ans. (Perchellet, 2010, P.12,13).

Notons que, ce n'est qu'en 1838 que l'indépendance d'Haïti a été officiellement reconnue, alors que le paiement de cette rançon s'est poursuivi jusqu'en 1897, voire jusqu'en 1913 pour les intérêts dus aux banques françaises (Perchellet, 2010, P.13). Ainsi, plutôt que de jouir d'une réelle indépendance, Haïti s'est retrouvé prisonnière d'une dette écrasante qui a entravé son développement économique pendant de nombreuses années.

- **Instabilité politique et occupation étrangère (1825-1915)**

Entre 1825 et 1915, Haïti sera marquée par des décennies d'instabilité politique, de coups d'État et de dictatures. Les gouvernements haïtiens se retrouvent dans l'incapacité d'accumuler des capitaux pour l'État, en grande partie en raison de la rançon de l'indépendance imposée par la France. Cette dette, non seulement illégitime comme nous l'avons mentionné plus haut, mais aussi oppressive, entraîne un endettement croissant et compromet la souveraineté économique et financière du pays. Au tournant du 19^e siècle, la gestion de l'émission de la monnaie et la Trésorerie de l'État sont même transférées à Paris, sous le contrôle des capitalistes français. Cette "banque nationale" devient alors un instrument au service des intérêts des actionnaires parisiens et de la bourgeoisie locale, négligeant les besoins de la majorité des Haïtiens.

Parallèlement, les pressions exercées par les étrangers commerçant en Haïti se multiplient, réduisant ainsi les possibilités d'autodétermination de la population. Ces facteurs contribuent largement à ce que l'on qualifie de sous-développement en Haïti (Perchellet, 2010, P.29). De plus, l'intervention américaine dès 1915 ne fait qu'aggraver la situation, exacerbant les difficultés économiques et politiques du pays. L'occupation américaine de 1915 à 1934, bien qu'introduisant certaines réformes, laisse également des séquelles durables en affaiblissant les institutions haïtiennes.

- **Développement de l'agriculture sous domination étrangère (1915-1957)**

Entre 1915 et 1937, pendant l'occupation américaine et les décennies suivantes, l'agriculture haïtienne est contrôlée par des intérêts étrangers, avec une prédominance continue des cultures d'exportation telles que le sucre et le café. Les petites exploitations agricoles haïtiennes souffrent de la concurrence des importations étrangères et de politiques économiques défavorables. Après le départ des troupes américaines d'Haïti le 21 août 1934, l'influence des États-Unis persiste à travers le contrôle exercé sur les finances publiques du pays, maintenu par des responsables américains jusqu'au 12 juillet 1947. Bien que l'armée américaine ait physiquement quitté le territoire haïtien, son impact perdure, laissant une empreinte profonde sur la société haïtienne. Les actions menées par les Marines pour remodeler la société haïtienne auront des répercussions majeures sur les événements qui se dérouleront tout au long du 20e siècle.

Haïti fait ainsi face à une instabilité politique persistante qui se caractérisera par une série de gouvernements instables, de dictatures, de troubles civils, de coup d'État entravant le développement économique et social du pays. La corruption politique est généralisée, sapant les efforts de développement. Les crises économiques sont devenues de plus en plus récurrentes, la mauvaise gestion des ressources et l'instabilité politique ont eu un impact dévastateur sur l'agriculture haïtienne. La déforestation, l'épuisement des sols et l'absence d'investissements dans les infrastructures agricoles ont conduit à une diminution de la productivité agricole. Les petits agriculteurs ont été particulièrement touchés, avec un accès limité aux marchés et aux technologies modernes.

Pour comprendre davantage les raisons de l'implantation du projet AVETI en Haïti, il est opportun de parler de l'ouragan Matthew qui a frappé Haïti en septembre 2016 et particulièrement le grand Sud une zone jusqu'à présent fortement exposé aux ouragans. Car, ce projet a été conçu comme un projet de relance des activités agricoles en Haïti à la suite du passage de cet ouragan (CECI, 2020, P.1). Pour ce faire, il est impératif de parler également du séisme de 2010 car les conséquences engendrées par les deux sont étroitement liées.

L'ouragan Matthew, qui a frappé Haïti en octobre 2016, aussi ravageur qu'il fut, a eu un impact significatif sur ce pays en particulier sur le grand sud, augmentant les vulnérabilités déjà présentes suite au séisme de 2010, en particulier en ce qui concerne les infrastructures fragilisées. De nombreuses zones déjà touchées par le séisme ont été à nouveau endommagées voir même détruites, ce qui a rendu les efforts de reconstruction encore plus difficiles.

Ainsi, depuis 2010, Haïti a été confrontée à une multitude de problèmes sociaux, politiques et économiques.

Sur le plan social : Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre dévastateur d'une magnitude de 7 sur l'échelle de Richter a frappé Haïti. 200 000 personnes y ont perdu la vie et plus de deux millions de personnes ont été déplacées. 102 membres du personnel de l'ONU ont péri dans cette catastrophe, dont deux spécialistes des droits de l'homme, ce qui a constitué la plus importante perte de vies de civils de l'ONU lors d'un seul évènement dans l'histoire des Nations Unies. La capitale a été rasée par ce tremblement de terre, ce qui a porté un dur coup à une économie et à une infrastructure déjà fragilisées et a gravement compromis les efforts de consolidation des structures étatique dans le pays. (HCDH, 2010, P.1) ce tremblement de terre a favorisé l'aggravation des conditions de vie en Haïti qui se sont montrées de plus en plus précaire, engendrant des problèmes d'accès à l'eau potable, à l'éducation et aux services de santé dans plusieurs régions de ce pays. En plus de ceci, l'insécurité alimentaire est un autre défi majeur du développement en Haïti. Environ 3,7 millions d'Haïtiens souffrent de malnutrition, dont 1,2 million d'enfants de moins de cinq ans. (PAD,2022, parag.4).

Sur le plan politique : Haïti a connu une instabilité politique et institutionnelle chronique, avec des élections contestées, des troubles civils et une faible gouvernance.

Depuis 2010, Haïti a été de plus en plus confrontée à une série de défis sociaux, politiques et économiques majeurs. L'instabilité politique et la violence des gangs étaient déjà endémiques, mais la situation s'est aggravée avec la pandémie de Covid-19 et la crise économique qui en a résulté. L'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, suivi du séisme dévastateur de magnitude 7,2 en août 2021, ont encore exacerbé les difficultés du pays particulièrement dans le sud-ouest qui est la Zone d'implémentation du projet AVETI. Haïti continue de lutter pour répondre aux besoins fondamentaux de sa population et pour résoudre des problèmes persistants en matière de droits de l'homme (Human, Rights Watch, 2022, parag.1 et 2).

Depuis que le gouvernement a annoncé en 2018 la fin des subventions sur les carburants, des troubles civils généralisés ont éclaté à travers le pays. Les manifestations se sont intensifiées en 2019 après la révélation de détournements de fonds destinés aux infrastructures et aux soins de santé sous les trois dernières administrations. En 2021, Haïti a été le théâtre de nouvelles manifestations contre le gouvernement de Jovenel Moïse et sa proposition de référendum constitutionnel. Les forces de police ont réagi parfois de manière disproportionnée, et les violences perpétrées par les gangs et la police sont demeurées impunies (Human, Rights Watch, 2022, parag.1 et 2). La corruption endémique, les inégalités sociales et la marginalisation des populations vulnérables ont contribué à l'aggravation des tensions politiques.

Sur le plan économique : l'économie d'Haïti repose principalement sur l'agriculture, avec une forte production mondiale d'huile de vétiver, de bananes, de cacao et de mangues. Le pays a également développé une capacité de production de produits finis, notamment des tablettes tactiles sous Android et des équipements électriques. Cependant, malgré ces efforts, Haïti reste le pays le plus pauvre d'Amérique en raison de plusieurs défis majeurs. La vulnérabilité aux catastrophes naturelles, la pauvreté généralisée et les lacunes dans l'éducation sont parmi les principaux obstacles auxquels Haïti est confronté. 60 % de la population active d'Haïti vit de l'agriculture et de la pêche, (Nasion Kreyol, 2023, P.1)

principalement sous forme de petites exploitations vivrières, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles fréquentes, aggravées par la déforestation généralisée.

Haïti lutte également contre un grave déficit commercial en cherchant à développer des produits finis à plus forte valeur ajoutée, ainsi qu'en renforçant son secteur agricole.

L'ouragan Matthew, qui a frappé Haïti le 4 octobre 2016, a déclenché la plus grave crise humanitaire dans le pays depuis le séisme de 2010. Ses effets ont été dévastateurs, particulièrement dans la péninsule du sud-ouest, entraînant d'importantes pertes agricoles et des dommages considérables aux habitations et aux infrastructures. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies en Haïti (OCHA), environ 2,1 millions de personnes ont été gravement touchées par l'ouragan dans tout le pays dans les semaines suivant son passage. Le rapport de l'OCHA pour les années 2017-2018 estime que 1,4 million de ces personnes continuent de nécessiter une assistance en termes d'eau, d'abris, de protection et de moyens de subsistance (CECI, 2017, P.1).

L'impact de l'ouragan s'est ajouté aux besoins humanitaires déjà existants dans tout le pays, résultant de facteurs tels que l'épidémie de choléra, la sécheresse due à El Niño, la crise migratoire bilatérale et les déplacements résultant du séisme de 2010. Il est impératif de continuer à travailler pour permettre aux familles de retourner chez elles et de reconstruire leurs moyens de subsistance, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage (CECI, 2017, P.1).

Cette situation socio-économique extrêmement difficile et fragile fait d'Haïti un pays de choix pour les organismes de coopération internationale. Plusieurs facteurs expliquent la présence de ces organismes en Haïti à travers les projets de développement durable :

- **L'urgence humanitaire** : À la suite du séisme de 2010 et à d'autres crises, Haïti a besoin d'une assistance humanitaire et d'une reconstruction à long terme;
- **La vulnérabilité aux changements climatiques** : Haïti est exposé à des risques élevés liés aux changements climatiques, tels que les tempêtes, les inondations et les sécheresses, ce qui nécessite des mesures d'adaptation et de résilience;

- **La promotion du développement rural et agricole** : comme nous l'avons dit plus haut, l'agriculture est un pilier de l'économie haïtienne, mais elle est confrontée à des défis tels que la déforestation, l'érosion des sols et la faible productivité. Les projets de développement durable visent à renforcer les capacités agricoles, à promouvoir des pratiques agricoles durables et à améliorer la sécurité alimentaire.

La promotion du développement durable en Haïti notamment en ce qui concerne le secteur agricole passe également par la lutte contre la violence basée sur le genre et la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces actions renforcent :

- **La maximisation efficace des ressources** :

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les femmes engagées dans des activités agricoles travaillent principalement sur de petites parcelles de terre où elles cultivent des variétés traditionnelles pour leur propre consommation et pour la vente locale. En revanche, les hommes ont tendance à exploiter des parcelles plus vastes, axées surtout sur la production de cultures commerciales à haut rendement. Cette division des rôles agricoles entre les genres crée des disparités significatives dans la participation à la chaîne de production et dans l'accès aux ressources.

Les femmes rencontrent également des difficultés supplémentaires dans la gestion post-récolte, notamment dans le stockage, la transformation, le transport et la vente des produits agricoles. Ces défis entravent encore davantage l'égalité des sexes dans le secteur agricole en limitant la capacité des femmes à accéder aux marchés et à bénéficier pleinement des opportunités économiques. Alors que le nombre de femmes travaillant dans le secteur agricole continue d'augmenter, les discriminations basées sur le genre entraînent une vulnérabilité accrue à la faim et aux effets néfastes de l'agriculture intensive dans de nombreuses régions en développement. (OCDE, 2024, P.1).

Ces barrières entravent leur capacité à accroître la productivité agricole et à adopter des pratiques plus durables. Pour favoriser l'égalité des sexes et promouvoir un développement agricole durable, il est impératif de s'attaquer à ces inégalités et de créer des opportunités équitables pour les femmes dans tous les aspects du secteur agricole. Ainsi, en

encourageant la participation égale des hommes et des femmes dans le secteur agricole, Haïti peut bénéficier d'une utilisation plus efficace des ressources disponibles. Les femmes représentent une part importante de la main-d'œuvre agricole en Haïti, et leur pleine participation permet d'exploiter pleinement le potentiel productif du secteur.

- **L'amélioration de la productivité agricole et la réduction de la pauvreté :**

En Haïti, les femmes vivant en milieu rural sont confrontées à de multiples défis qui entravent leur accès aux services de santé, à l'éducation, aux technologies et aux financements. En cas de catastrophes naturelles ou de conflits armés, elles sont contraintes de migrer ou de s'engager dans des emplois précaires pour subvenir aux besoins de leur famille et améliorer leur situation économique. Ces femmes font face à une discrimination persistante en matière de propriété des terres, d'accès à l'eau, de salaires équitables et de participation aux décisions au sein de structures telles que les coopératives agricoles, les systèmes de crédit et les marchés. (Editor, 2021, P.1)

Malgré ces obstacles, les femmes rurales en Haïti jouent un rôle crucial dans la production agricole, la gestion des terres et des ressources naturelles, ainsi que dans le renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques. Pourtant, leur contribution reste souvent sous-estimée et sous-reconnue.

La promotion de l'égalité des genres et le renforcement du leadership des femmes dans le secteur agricole peuvent contribuer à briser ces barrières et à réduire la pauvreté. En donnant aux femmes un accès égal aux ressources agricoles, à la formation, au crédit et aux marchés, Haïti peut bénéficier d'une augmentation de la productivité agricole et de la résilience aux chocs environnementaux. En permettant aux femmes rurales de participer pleinement à l'économie agricole, le pays peut également créer des opportunités de subsistance durables et améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres.

- **La sécurité alimentaire**

La population d'Haïti souffre de niveaux très élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Selon estimations les plus récentes du Cadre intégré de classification de la

phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC), quelque 4,5 millions d'Haïtiens (45 % de la population) devraient souffrir de la faim (ONU info, 2022, parag.3).

Le rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (SOFA, 2011 cités par la représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à Rome, 2021, parag. 3) intitulé "Le rôle des femmes dans l'agriculture : combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement", publié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), met en évidence l'importance fondamentale des femmes dans le secteur agricole. Il souligne également que les disparités entre hommes et femmes constituent un obstacle majeur au développement et à la sécurité alimentaire. (Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à Rome, 2021, parag 3). Ainsi, la progression de la sécurité alimentaire repose sur trois domaines primordiaux que sont :

- L'élimination des discriminations hommes-femmes dans l'accès aux ressources agricoles, à l'instruction, à la vulgarisation, aux services financiers et aux marchés du travail ;
- L'investissement dans des technologies et des infrastructures pour réduire la pénibilité du travail agricole, améliorer la productivité et faire face au changement climatique ;
- La facilitation de la participation des femmes aux prises de décisions. Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à Rome, 2021, P.4)

En Haïti, les femmes représentent le pilier central de l'économie nationale. Leur contribution économique est vitale, autant en tant que productrices et commerçantes que comme intermédiaires entre les producteurs locaux et les consommateurs. Il devient dès lors important de leur assurer une place de choix sur le plan social. Ainsi, promouvoir l'égalité des genres dans le domaine agricole contribuera à renforcer la sécurité alimentaire en Haïti. Ceci renforcera davantage le rôle central que jouent les femmes dans la production et la sécurité alimentaire des ménages. En garantissant leur participation égale et leur accès

aux ressources agricoles, le pays peut améliorer sa capacité à nourrir sa population de manière durable.

Synthèse de la recension des écrits

En somme, il est évident que la coopération internationale joue un rôle essentiel dans la promotion du développement durable en Haïti, un pays confronté à une série de défis socio-économiques et environnementaux. À travers des projets tels qu'AVETI, les organisations internationales comme le CECI, s'efforcent de répondre aux besoins urgents des populations haïtiennes, tout en renforçant les capacités locales et en promouvant des pratiques durables dans des secteurs-clés tels que l'agriculture.

Le développement durable en Haïti nécessite une approche holistique qui prend en compte les dimensions sociales, économiques et environnementales. Il est impératif de reconnaître l'importance de l'égalité des genres dans ce processus, car elle contribue à maximiser l'utilisation efficace des ressources, à améliorer la productivité agricole, à réduire la pauvreté et à renforcer la sécurité alimentaire.

Malgré les défis persistants, le potentiel de transformation existe. En investissant dans des projets de développement durable et en collaborant avec les acteurs locaux et les communautés, il est possible de créer un avenir plus résilient et prospère pour les générations actuelles et futures en Haïti, principalement dans la Grand'Anse où est basé le projet AVETI. La coopération internationale à travers des projets de développement durable représente une lueur d'espoir dans un contexte où les défis abondent, mais où des opportunités de changement positif se manifestent également. Comment une communication efficace auprès des parties prenantes du projet AVETI et des acteurs locaux en Haïti pourrait-elle favoriser ce changement positif ?

III. METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION

L'objectif ici est de réussir à promouvoir un environnement communicationnel favorable à la coopération internationale et au développement durable tout en permettant aux principaux acteurs locaux en Haïti et parties prenantes du projet AVETI de collaborer de

façon efficace pour générer un impact positif significatif en Haïti. Plus précisément, cette méthode va nous permettre de :

- Identifier les besoins en communication du projet AVETI : cette recherche vise à comprendre les lacunes actuelles en matière de communication entre les parties prenantes du projet AVETI, les acteurs locaux en Haïti et le public cible. Cela inclut l'identification des défis, des attentes et des préoccupations liées à la communication.
- Conception d'une stratégie de communication : dans ce cas particulier, il était question pour nous en se basant sur les résultats de notre recherche, de réviser la stratégie de communication du projet AVETI étant donné que ce projet tire à sa fin (décembre 2024) il n'était pas nécessaire de réécrire une stratégie complète d'après la responsable en communication du CECI et d'après notre superviseur. Il était donc question d'apporter à cette stratégie des suggestions et recommandation (actions à entreprendre, messages clés à transmettre, principaux canaux de communication à employer...)
- Renforcer l'engagement des parties prenantes : cette méthode cherche aussi à promouvoir l'engagement actif des parties prenantes du projet AVETI et des acteurs locaux en Haïti en les impliquant dans le processus de développement de la stratégie de communication. Ceci a contribué à une appropriation collective du projet et à une augmentation des chances de parvenir à une atteinte des résultats attendus du projet de façon générale.
- Enfin, évaluer l'impact de la communication. Cette méthode de recherche et d'intervention nous permettra d'évaluer l'efficacité de la stratégie de communication une fois qu'elle sera mise en œuvre. L'objectif est de pouvoir plus tard évaluer son efficacité à favoriser l'atteinte des objectifs du projet. Cela implique de mesurer l'engagement des parties prenantes, la compréhension des messages et les progrès réalisés vers les objectifs du projet AVETI.

1. Cadre méthodologique et outils de recherche

Dans le cadre de notre recherche sur la communication dans le projet AVETI en Haïti, une méthodologie qualitative adoptant l'étude de cas basée sur l'observation participante aurait été plus appropriée pour obtenir une compréhension approfondie des dynamiques de communication sur le terrain. Cette approche aurait également impliqué la réalisation d'entrevues avec les parties prenantes, l'examen de documents écrits pertinents, ainsi que l'utilisation de matériel audiovisuel pour capturer les interactions et les contextes de communication.

Cependant, en raison du contexte socio-économique et sécuritaire de plus en plus préoccupant en Haïti, les voyages professionnels dans le pays ont été annulés par l'organisation. Nous avons été contraints d'opter pour des communications à distance. Cela a limité notre capacité à mener une observation participante directe et à interagir physiquement avec les parties prenantes sur le terrain. Malgré cette contrainte, nous avons privilégié une revue de littérature exhaustive, les échanges virtuels, tels que les réunions via visioconférence, les échanges écrits par courriel et par WhatsApp (cette dernière plateforme était parfois nécessaire en raison de la gravité de la situation sécuritaire en Haïti présentement), lorsque les communications étaient difficiles à établir avec nos collègues en Haïti. WhatsApp nous a permis de maintenir le contact avec les acteurs locaux et de recueillir des informations pertinentes sur la communication dans le cadre du projet AVETI.

Bien que cette approche ait ses limites en termes d'immersion directe sur le terrain, elle nous a permis de maintenir une certaine continuité dans notre recherche tout en tenant compte des impératifs de sécurité. En dépit de la distance physique, nous avons cherché à maximiser notre compréhension des besoins en communication, de la révision de la stratégie de communication, de l'engagement des parties prenantes et de l'impact de la communication en utilisant des moyens de communication à distance aussi efficaces que possible.

- **La revue de littérature**

La revue de littérature que nous avons menée a été une étape cruciale de notre étude, visant à explorer les concepts clés liés à la communication dans les projets agricoles en Haïti, ainsi que la gestion de projets dans le domaine agricole, en mettant un accent particulier sur les contextes similaires à celui d'Haïti. Cette démarche nous a permis de nous immerger dans le paysage académique et pratique existant, afin de mieux comprendre les enjeux et les meilleures pratiques dans ces domaines spécifiques.

Tout d'abord, nous avons examiné la littérature pertinente portant sur la communication dans les projets agricoles en Haïti. Cela nous a permis de comprendre les spécificités de la communication dans ce contexte, y compris les défis potentiels tels que les barrières linguistiques, les différences culturelles et les contraintes logistiques. Nous avons également examiné les stratégies et les outils de communication qui ont été utilisés avec succès dans des projets similaires, cherchant à tirer des leçons de ces expériences pour orienter notre propre approche.

Ensuite, nous avons exploré la gestion de projets dans le domaine agricole, en mettant un accent particulier sur les contextes similaires à celui d'Haïti. Cela nous a permis de mieux comprendre les principes et les pratiques de gestion de projets spécifiques à ce domaine, ainsi que les défis courants rencontrés dans la mise en œuvre de projets agricoles dans des environnements complexes et en évolution rapide.

En parallèle à notre revue de littérature académique, nous avons également examiné les documents partagés par l'organisation sur Microsoft 365. Cela comprenait des rapports et des documents internes pertinents pour notre étude. Cette approche nous a permis d'obtenir des informations spécifiques et actualisées sur le projet AVETI et son contexte opérationnel, complétant ainsi notre compréhension globale de la situation.

Dans l'ensemble, notre revue de littérature combinée nous a fourni une base solide pour la conceptualisation de notre étude, en nous aidant à cerner les lacunes existantes, les meilleures pratiques et les défis potentiels dans les domaines de la communication et de la gestion de projets agricoles en Haïti. Ces connaissances préalables ont guidé notre méthodologie de recherche et ont enrichi notre analyse des résultats obtenus.

Justification du choix de la revue de littérature

Le choix de mener une revue de littérature combinée, en examinant à la fois la littérature académique sur la communication dans les projets agricoles en Haïti et les documents internes partagés par l'organisation sur Microsoft 365, était motivé par plusieurs facteurs. Tout d'abord, nous cherchions à acquérir une compréhension approfondie des enjeux et des meilleures pratiques en matière de communication et de gestion de projets agricoles en Haïti. En mettant un accent particulier sur les contextes similaires à celui d'Haïti, nous avons pu mieux comprendre les spécificités culturelles, linguistiques et logistiques qui pourraient influencer la communication et la gestion de projets dans ce contexte. De plus, l'examen des documents internes nous a permis d'obtenir des informations actualisées et spécifiques au projet AVETI, complétant ainsi notre compréhension globale de la situation. Enfin, cette revue de littérature combinée nous a fourni une base solide pour la conceptualisation de notre étude et a guidé le développement de notre méthodologie de recherche en identifiant les lacunes existantes, les meilleures pratiques et les défis potentiels.

- **Les réunions en visioconférence « Teams » ou « Zoom ».**

La méthodologie de recherche adoptée ici repose sur une approche participative, mettant en œuvre des réunions régulières avec les membres de différentes équipes élargies et organisations impliquées dans le projet AVETI à savoir, les membres de la division des programmes du CECI, membre de l'équipe communication du projet AVETI, les 4 partenaires du consortium (CECI, DID, UPA DI, SOCODEVI). Ces rencontres ont été l'occasion d'engager activement les parties prenantes dans des discussions approfondies concernant les défis, les lacunes et les besoins en matière de communication du projet. Grâce à cette collaboration étroite, nous avons pu recueillir des informations précieuses et identifier les problématiques émergentes et les tendances.

L'outil principal utilisé pour cette démarche a été l'enregistrement des réunions ainsi que la rédaction de rapports de réunions détaillés. Ces enregistrements ont permis de capturer fidèlement les échanges et les idées exprimées lors des discussions, tandis que les rapports

de réunions ont servi à consigner de manière structurée les points saillants, les décisions prises et les actions à entreprendre. En analysant ces enregistrements et rapports, nous avons pu extraire des informations cruciales, identifier les tendances significatives et déterminer les priorités à mettre en œuvre pour améliorer la communication et le développement du projet AVETI en Haïti.

Choix de l'approche participative :

Le choix d'une approche participative avec des réunions régulières impliquant les principales parties prenantes du projet AVETI en Haïti était justifié par plusieurs facteurs. Tout d'abord, cette méthode favorisait l'engagement actif des membres des différentes équipes et organisations, ce qui permettait une collecte d'informations et une compréhension approfondie des défis et des besoins en communication du projet. De plus, ces réunions offraient un espace propice à la collaboration et à la coordination, facilitant le partage d'idées, la discussion de problèmes et l'élaboration collective de solutions. La tenue de ces rencontres régulières permettait également de recueillir des informations actualisées sur les tendances émergentes en matière de communication, permettant ainsi d'ajuster rapidement l'approche du projet en fonction des changements. Enfin, l'utilisation de l'enregistrement des réunions et la rédaction de rapports structurés garantissaient une documentation exhaustive des échanges, facilitant ainsi l'analyse des données et l'identification des priorités d'action. En somme, cette approche participative avec des réunions régulières constituait un moyen efficace d'engager les parties prenantes, de favoriser la collaboration, de collecter des informations pertinentes en temps réel et de documenter de manière approfondie les discussions et les décisions. Tout cela étant donné notre absence du terrain dû à la situation critique en Haïti.

- **Échanges écrits par courriel et par WhatsApp**

La méthodologie adoptée dans cette recherche repose sur une approche qualitative, centrée sur la compréhension des besoins en communication du projet AVETI en Haïti à travers les perspectives et les expériences des parties prenantes. Pour cela, nous avons utilisé des échanges écrits par courriel et via WhatsApp (étant donné le contexte difficile en Haïti

actuellement) en complément des réunions en visioconférence. Ces échanges ont été essentiels pour approfondir notre compréhension des défis et des attentes en matière de communication du projet.

Les principaux outils de recherche utilisés étaient la communication par courriel et WhatsApp, qui ont permis d'envoyer un questionnaire, d'échanger des informations, de partager des résultats préliminaires et de maintenir un suivi régulier avec les collègues en Haïti particulièrement. Cette approche interactive a facilité une collaboration continue avec les parties prenantes, ce qui a grandement contribué à améliorer notre compréhension des besoins en communication et à formuler des recommandations pertinentes pour le projet AVETI.

Pourquoi avons-nous choisi ces moyens de communication?

Nous avons choisi cette approche pour plusieurs raisons. D'abord, compte tenu des difficultés liées aux infrastructures de communication en Haïti, il était impératif d'opter pour des méthodes flexibles et accessibles pour nos collègues en Haïti permettant ainsi de contourner les problèmes de connexion rencontrés lors des réunions en visioconférence.

L'adaptation aux contraintes logistiques telles que les délais de communication par courriel et les difficultés d'accès à internet a été assurée par l'utilisation de WhatsApp, offrant ainsi une plateforme plus interactive et réduisant les temps d'attente pour les réponses. Cette approche a été déterminée par la nécessité de s'adapter au contexte spécifique d'Haïti, de maintenir une collaboration continue avec les coopératives, nos collègues et notre personne ressource et de surmonter les obstacles logistiques rencontrés.

Cette approche nous a permis également de standardiser la collecte de données tout en offrant la flexibilité nécessaire pour adapter notre appui au projet en fonction des réponses obtenues. De plus, au vu de notre contexte dans lequel les communications par courriel pouvaient prendre plus d'une semaine en raison de contraintes sécuritaire et opérationnelles en Haïti, l'utilisation de WhatsApp a permis de réduire les délais d'attente pour une réponse. Bien que la lenteur dans les échanges se faisait toujours ressentir, le temps de réponse était

généralement plus court sur WhatsApp que par courriel, ce qui favorisait une communication plus rapide et interactive.

2. Analyse de données recueillies

J'ai opté pour une approche méthodologique qui combine différentes techniques qualitatives nous permettant d'examiner et d'interpréter les données. Cette démarche visait à assurer une analyse approfondie et nuancée des dynamiques de communication au sein du projet.

Pour collecter les données, j'ai rassemblé une variété de sources, notamment des enregistrements de réunions, des échanges par courriel et WhatsApp, ainsi que des documents pertinents provenant de la revue de littérature. Cette diversité de sources a permis d'obtenir une perspective complète des interactions et des perceptions des parties prenantes.

Une fois les données collectées, j'ai entrepris une analyse thématique approfondie. Cette approche m'a permis d'identifier les thèmes récurrents qui sont ressortis des données, mettant en lumière les principaux défis de communication, tels que les barrières linguistiques et culturelles, ainsi que les besoins en communication, notamment la clarification des objectifs de communication du projet.

Ensuite, j'ai réalisé une analyse de contenu détaillée des échanges par courriel, WhatsApp et des documents de la revue de littérature. Cette analyse a permis d'identifier les schémas et les tendances dans le contenu des données, offrant ainsi un aperçu précis des perceptions et des expériences des parties prenantes en matière de communication.

Enfin, j'ai mené une analyse de discours approfondie en examinant le langage utilisé dans les différents canaux de communication. Cette analyse a permis de déceler les discours dominants et les points de vue divergents sur la communication dans le projet AVETI, ainsi que les attitudes, croyances et valeurs des parties prenantes à cet égard.

En synthèse, les résultats de cette analyse ont révélé plusieurs conclusions importantes. Nous avons identifié que les principales barrières à la communication incluent les

différences linguistiques et culturelles, ainsi que les contraintes logistiques. De plus, les besoins en communication prioritaires comprennent la clarification des objectifs de communication du projet, l'amélioration de la coordination entre les parties prenantes, le renforcement de l'engagement du public cible, et le renforcement des capacités des coopératives et entreprises associatives en Haïti.

IV- RESULTATS

1. Description des résultats obtenus lors de l'étude par rapport à la problématique.

Notre étude sur la communication dans le cadre du projet AVETI en Haïti a généré des résultats intéressants, fournissant des éclairages sur les divers aspects de la communication au sein du projet. Nous avons identifié plusieurs défis majeurs ainsi que des opportunités pour renforcer l'engagement des parties prenantes et maximiser l'impact du projet.

Tout d'abord, notre analyse a mis en lumière les lacunes actuelles en matière de communication entre les parties prenantes du projet, les acteurs locaux en Haïti et le public cible. Parmi les barrières identifiées, les différences linguistiques et culturelles ainsi que les contraintes logistiques ont été particulièrement prégnantes. Ces obstacles ont souligné la nécessité de clarifier les objectifs de communication du projet AVETI et d'améliorer la coordination entre les parties prenantes afin de garantir une communication efficace et pertinente.

Ensuite, en nous appuyant sur les données recueillies, nous avons pu formuler des suggestions et recommandations pour réviser la stratégie de communication du projet AVETI. Bien que le projet touche à sa fin en décembre 2024, il était essentiel d'adapter la stratégie pour maximiser son impact restant. Nos recommandations ont souligné l'importance d'utiliser des canaux diversifiés et adaptés au contexte local, de clarifier les messages clés à transmettre, et d'impliquer activement toutes les parties prenantes (AMC, SOCODEVI, DID, CECI, coopératives...) dans le processus de communication pour assurer une meilleure réception et compréhension des informations.

Par ailleurs, notre méthode de recherche a favorisé l'engagement actif de ces parties prenantes et des acteurs locaux en Haïti en les impliquant dans le développement de la stratégie de communication. Cette approche participative a permis une appropriation collective du projet, renforçant ainsi les chances de succès global. En encourageant la collaboration et en tenant compte des perspectives diverses, nous avons pu établir une base solide pour une communication plus efficace et inclusive.

Enfin, notre analyse des données nous permettra plus tard d'évaluer l'efficacité de la stratégie de communication étant donné qu'elle est dans la phase de mise en œuvre actuellement. Cela impliquera de mesurer l'engagement des parties prenantes, la compréhension des messages et les progrès réalisés vers les objectifs du projet AVETI. Cette évaluation continue permettra à l'équipe de communication de surveiller et d'ajuster cette approche pour maximiser l'impact de la communication sur la réalisation des objectifs du projet jusqu'à sa fin.

2. Discussion des résultats relativement au point de vue théorique proposé précédemment et par rapport au mandat confié à l'origine.

Les résultats de notre étude sur la communication dans le projet AVETI en Haïti sont pertinents par rapport au point de vue théorique proposé précédemment, ainsi qu'aux responsabilités énoncées dans notre mandat.

En ce qui concerne l'identification des besoins en communication qui n'étaient pas toujours claires et précis, nos résultats confirment l'importance de clarifier les objectifs de communication du projet, d'améliorer la coordination entre les parties prenantes et de renforcer l'engagement du public cible. Sur le plan théorique, ces besoins correspondent à la notion de communication stratégique, qui vise à aligner les messages et les actions avec les objectifs organisationnels. Dans le mandat, cette compréhension se traduit par la participation au processus de planification et de rapport annuel du projet, ainsi que par l'appui à la création d'outils de communication pour mettre en valeur les bonnes pratiques.

Pour parvenir à une identification claire des besoins en communication, nous avons revu la stratégie de communication du projet et mis en place un plan d'action communication

pour le projet. Le plan d'action communication pour le projet AVETI a été élaboré pour répondre de manière proactive aux besoins en communication identifiés, en adoptant une approche stratégique et axée sur les résultats. En intégrant la clarification des objectifs, l'amélioration de la coordination, le renforcement de l'engagement et l'évaluation de l'impact, ce plan a permis de maximiser l'efficacité et l'efficience de la communication dans le cadre du projet.

La nécessité de mettre en place un plan d'action pour le projet AVETI découlait directement des lacunes en matière de communication identifiées dans notre étude. Ces lacunes, telles que le manque de clarté des objectifs de communication, la coordination insuffisante entre les parties prenantes et le besoin de renforcer l'engagement du public cible au Canada et en Haïti, ont souligné l'importance d'une approche stratégique de la communication.

Ce plan d'action élaboré en réponse à ces besoins a été conçu pour remédier à ces défis spécifiques. Tout d'abord, il a été important de définir des objectifs de communication clairs et précis, alignés sur les objectifs organisationnels du projet AVETI. Ceci a été fait lorsque nous avons apporté des suggestions à la stratégie de communication qui était déjà mise en place. Cela a permis d'orienter toutes les activités de communication vers des résultats tangibles et mesurables.

Ensuite, le plan d'action a mis l'accent sur l'amélioration de la coordination entre les parties prenantes en identifiant les canaux de communication appropriés et en établissant des processus de collaboration efficaces. Cette coordination accrue a favorisé une diffusion cohérente des messages et une mobilisation collective autour des objectifs du projet.

De plus, le renforcement de l'engagement du public cible a été au cœur du plan d'action. Des initiatives ont été prises pour impliquer activement les destinataires des messages, en utilisant des méthodes participatives et interactives (l'organisation des ateliers, des formations, des journées de sensibilisation dans les rues..., la rédaction des histoires à succès et la création des newsletters pour les coopératives, des dépliants informatifs et commerciales et plein d'autres activités et outils) pour favoriser leur appropriation du projet.

Enfin, le plan d'action a intégré des mécanismes d'évaluation pour suivre et mesurer l'impact des activités de communication après la mise en œuvre des actions de communication. Cela permettra d'ajuster les stratégies en cours de route et de garantir une optimisation continue de la communication tout au long du projet et même après celui-ci.

Cette approche s'inscrit dans la perspective théorique de l'engagement des parties prenantes, qui souligne l'importance d'impliquer les acteurs concernés dans le processus de communication. Dans le mandat, ces résultats correspondent à la collaboration au développement du matériel de communication, à l'appui aux coopératives partenaires dans la création d'outils de communication, ainsi qu'à la participation à l'alimentation des réseaux sociaux du projet.

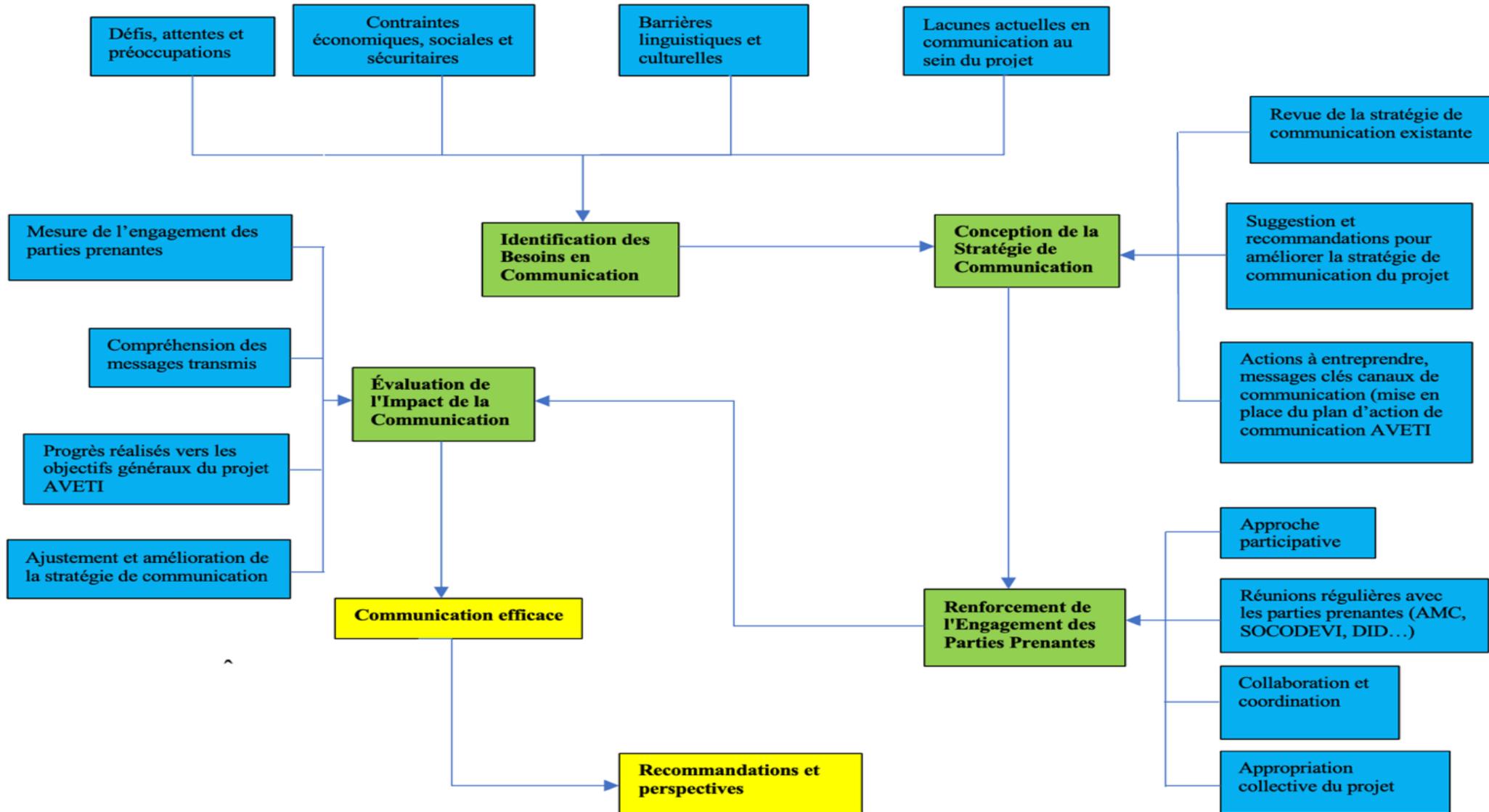
Nous avons donc revu la stratégie de communication tel mentionnée plus haut, monté des plaquettes commerciales, des plaquettes d'information en français et traduite en créole qui ont été distribués au public cible en Haïti. En addition à ceci, nous avons lancé une Newsletter périodique, qui servira à informer les populations haïtiennes sur les activités des coopératives, leurs produits et les nouveautés en rapport avec leurs activités.

En ce qui concerne le renforcement de l'engagement des parties prenantes, notre méthode de recherche a favorisé une appropriation collective du projet et a augmenté les chances de succès global, ce qui correspond aux objectifs du mandat visant à renforcer les capacités des partenaires du projet dans la gestion de leurs réseaux sociaux, à appuyer les campagnes de plaidoyer et à prendre en compte l'égalité des genres et les questions environnementales dans toutes les activités.

Enfin, en ce qui concerne l'évaluation de l'impact de la communication, notre analyse des données recueillies nous permettra de mesurer l'efficacité de la stratégie de communication une fois pleinement mise en œuvre, conformément aux responsabilités du mandat qui incluent la rédaction des rapports requis par l'organisation partenaire et par le programme du CECI. Bien que notre mandat soit de courte durée quatre (4) mois, nous pourrions mettre ces données recueillies à la disposition de la cellule communication qui pourra mener une évaluation plus tard.

En somme, ces résultats obtenus mettent en évidence l'importance de la clarification des objectifs de communication, de l'amélioration de la coordination entre les parties prenantes et du renforcement de l'engagement du public cible. Ces conclusions s'alignent avec les principes de la communication stratégique et de l'engagement des parties prenantes, soulignant ainsi l'importance d'une approche proactive et axée sur les résultats. Le plan d'action élaboré en réponse à ces besoins a été conçu pour maximiser l'efficacité de la communication dans le cadre du projet AVETI en adoptant une approche stratégique et inclusive. En intégrant la clarification des objectifs, l'amélioration de la coordination, le renforcement de l'engagement et l'évaluation de l'impact, ce plan offre une feuille de route pour une communication efficace et durable jusqu'à la fin du projet AVETI.

Modèle d'Analyse :



V. DISCUSSION ET RECOMMANDATION

Les résultats de notre étude sur la communication dans le cadre du projet AVETI en Haïti mettent en évidence plusieurs défis majeurs ainsi que des opportunités pour renforcer l'engagement des parties prenantes du projet et maximiser son impact. La clarification des objectifs de communication, l'amélioration de la coordination entre les parties prenantes et le renforcement de l'engagement du public cible sont essentiels pour garantir le succès du projet.

Premièrement, nos résultats confirment l'importance de surmonter les barrières linguistiques et culturelles pour une communication efficace. Pour cela, il est recommandé d'investir davantage dans la traduction et l'adaptation des messages dans les langues locales, en plus du créole haïtien, pour mieux atteindre les communautés cibles.

Deuxièmement, il est essentiel de reconnaître l'importance croissante des médias sociaux comme canal de communication. Bien que nous ayons déjà lancé une newsletter périodique et alimenté les réseaux sociaux du projet, il serait judicieux d'explorer de nouvelles plateformes et stratégies pour atteindre un public plus large et diversifié. En plus des médias sociaux traditionnels, nous pourrions explorer davantage de nouvelles plateformes émergentes telles que TikTok, Instagram, WhatsApp pour toucher des segments de population spécifiques et encourager l'engagement communautaire en Haïti.

Troisièmement, nous devons renforcer notre engagement envers l'éducation et la sensibilisation du public cible. En plus des outils de communication existants, nous pourrions envisager d'organiser davantage des séances de formation et des ateliers interactifs pour mieux informer les communautés sur les activités du projet AVETI plus précisément sur les activités des coopératives agricoles qui travaillent avec le projet et encourager leur participation active. Enfin, nous devons continuer à évaluer régulièrement l'efficacité de notre stratégie de communication et à ajuster nos approches en fonction des retours d'information. Il est important de rester flexible et réactif aux besoins changeants des parties prenantes et du contexte environnemental.

CONCLUSION

En définitive, ce rapport de stage met en lumière les défis complexes auxquels Haïti est confronté sur les plans économique, politique, social et environnemental. L'histoire tourmentée de ce pays, marquée par la colonisation, l'exploitation, les crises politiques et les catastrophes naturelles, a laissé des séquelles profondes et durables qui continuent d'influencer sa trajectoire de développement.

À travers notre expérience au sein du projet AVETI, nous avons pu observer de près l'importance vitale de la communication dans la réussite des initiatives de développement durable. Dans un contexte aussi complexe et diversifié que celui d'Haïti, la communication joue un rôle capital pour renforcer l'engagement des parties prenantes et particulièrement des coopératives, des investisseurs potentiels et d'AMC, maximiser l'impact des projets et favoriser le changement social positif. Les recommandations formulées dans ce rapport soulignent la nécessité d'adapter et de diversifier les stratégies de communication pour surmonter les barrières linguistiques, culturelles et sociales. Investir dans la traduction des messages dans les langues locales, utiliser efficacement les médias sociaux et collaborer avec les médias locaux sont des stratégies essentielles pour toucher un public plus large et diversifié.

De plus, l'éducation et la sensibilisation du public cible sont des aspects importants pour promouvoir le développement durable en Haïti. Des séances de formation interactives et des partenariats avec les acteurs locaux peuvent contribuer à renforcer davantage les capacités des communautés et favoriser une appropriation durable des initiatives de développement. En adoptant davantage une approche proactive et axée sur les résultats, nous sommes convaincus que les recommandations de ce rapport peuvent contribuer à maximiser l'impact et la pérennité du projet AVETI en Haïti et à promouvoir le développement durable de la Grand'Anse. Notre expérience nous a non seulement permis de mettre en pratique nos compétences en communication et en gestion de projet, mais aussi de contribuer de manière significative à une cause qui nous tient à cœur : l'amélioration des conditions de vie des communautés vulnérables et la construction d'un avenir plus durable pour Haïti.

9. BIBLIOGRAPHIE

- AGENCE de la santé publique du Canada, (décembre, 2022), développement durable.
Gouvernement du Canada : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/organisation/mandat/a-propos-agence/developpement-durable.html>
- BADILLO, A. (Avril, 2023) Développement durable : définition, objectifs et initiatives.
Climate Consulting Selectra.
<https://climate.selectra.com/fr/comprendre/developpement-durable>
- CANSFE, (2024) AVETI – Adaptation climatique et valorisation économique des filières agricoles en Haïti
<https://cansfe.ca/project/aveti-adaptation-climatique-et-valorisation-economique-des-filieres-agricoles-en-haiti/>
- CECI (novembre,2017), Un an après le passage de l’ouragan Matthew : un bilan des actions du CECI. Consulté le 02 mars 2024 sur <https://www.ceci.ca/fr/nouvelles-evenements/un-an-apres-le-passage-de-louragan-matthew-un-bilan-des-actions-du-ceci>
- CONCERN Worldwide Us, (Janvier, 2023) Timeline: Haiti’s History and Current Crisis, Explained. Concern Worldwide U.S., Inc. Consulté le 05 Avril 2023 sur <https://concernusa.org/news/timeline-haiti-history/>
- ÉCOLE DU management et du développement durable (février, 2024), Comment appliquer les 3 piliers du développement durable dans son entreprise. ESG Act.: <https://www.esg-act.org/actualite/3-piliers-developpement-durable>
- ÉCONOMIE.PÉDIA (Février, 2024), Coopération internationale - Qu'est-ce que c'est, définition et concept. Consulté le 28 février 2024 sur <https://economy-pedia.com/11037984-international-cooperation#menu-2>
- EDITOR (Octobre, 2021). Les femmes rurales en Haïti : Un pan d’avenir qui se dessine. Haïti PROGRES, le journal qui offre une alternative.
<https://www.haitiprogres.com/news/2021/10/21/les-femmes-rurales-en-haiti-un-pan-davenir-qui-se-dessine/>
- FACULTÉ des arts et des sciences, (février, 2024), Environnement et développement durable-programme de 2^e cycle. Université de Montréal :

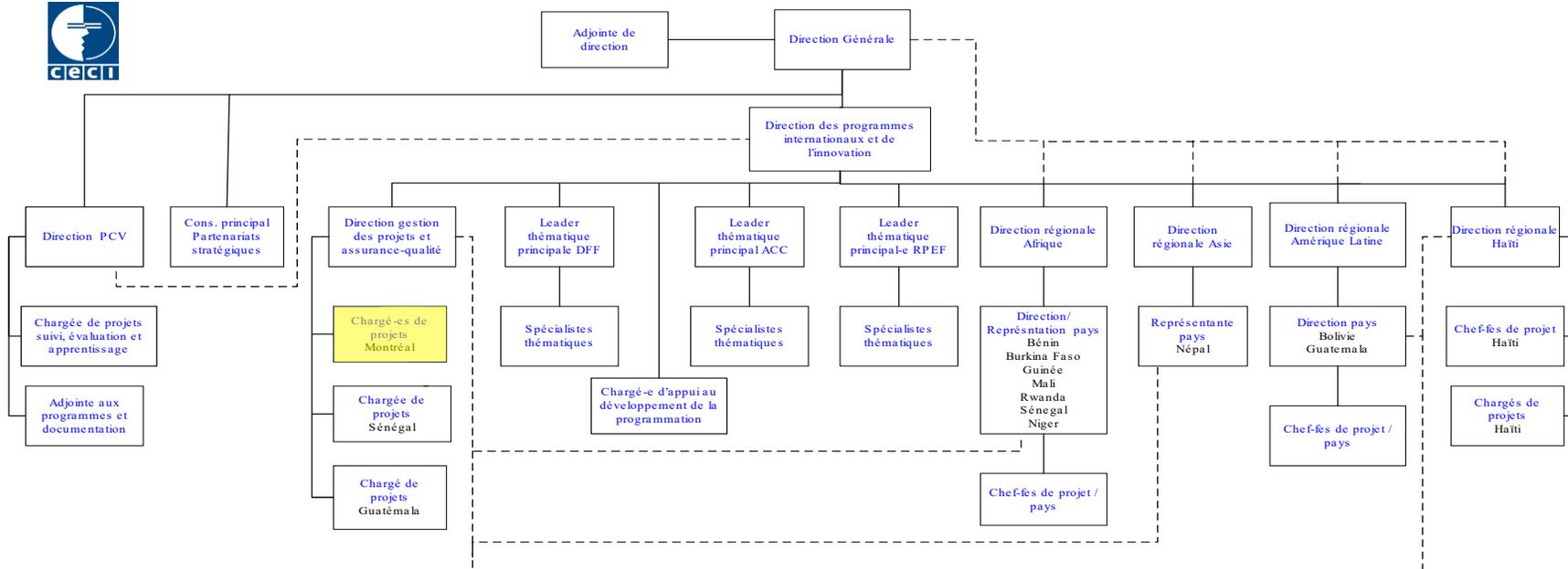
- <https://fas.umontreal.ca/environnement/quest-ce-que-lenvironnement-et-le-developpement-durable/>
- HAHN, E. (2005) "The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time by Jeffrey Sachs Penguin Press, 2005." Sustainable Development Law & Policy, Fall 2005, 69-70:
<https://digitalcommons.wcl.american.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1269&context=sdlp>
- HCDH, (janvier, 2010), Haïti, 2010.Organisation des Nations Unies :
<https://www.ohchr.org/fr/about-us/memorial/haiti-2010>
- HCDH (1996-2024), à propos de la solidarité internationale et des droits de l’homme. Nations Unies : <https://www.ohchr.org/fr/special-procedures/ie-international-solidarity/about-international-solidarity-and-human-rights>
- HUMAN RIGHTS WATCH (2022), Haïti, événements de 2021.Rapport Mondial 2022.
<https://www.hrw.org/fr/world-report/2022/country-chapters/haiti#cccb4b>
- MINISTÈRE de l’Environnement, de la lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, (mars, 2024). À propos du développement durable. Gouvernement du Québec :
<https://www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/definition.htm#definition>
- OCDE Library (2024), les femmes et l’ODD 2 promouvoir une agriculture durable. OCDE consulté le 06 avril 2024 sur <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/5f95f169-fr/index.html?itemId=/content/component/5f95f169-fr>
- ONU info (2022, Mars).Haïti : 4,5 millions d’Haïtiens menacés par la faim (PAM).Nations Unies : <https://news.un.org/fr/story/2022/03/1116792>
- PAD, (novembre, 2022), le développement en Haïti : les enjeux et les défis. Parole et Action pour le Développement : <https://www.parolesetactions.org/post/le-d%C3%A9veloppement-en-ha%C3%Afti-les-enjeux-et-les-d%C3%A9fis#:~:text=Les%20principaux%20d%C3%A9fis%20du%20d%C3%A9veloppement%20en%20Ha%C3%Afti%20sont,gr%C3%A2ce%20aux%20investissements%20%C3%A9trangers%20et%20aux%20aides%20internationales.>
- PETIT, B. (mars 2024), l’aide au développement. Agence française de développement. République française : <https://www.afd.fr/fr/laide-au-developpement>

- PERCHELLET, S. (2010), Haïti: Des siècles de colonisation et de domination. CADTM : https://www.cadtm.org/Haiti-Des-siecles-de-colonisation#ii_haiti_neocolonise_19e_siecle
- PARTENARIAT Canadien pour la santé des femmes et des enfants, (2024). AVETI- Adaptation climatique et valorisation économique des filières agricoles en Haïti. CanSFE : <https://cansfe.ca/project/aveti-adaptation-climatique-et-valorisation-economique-des-filieres-agricoles-en-haiti/>
- PIROTTE, G. (2021). Introduction. Dans : G. Pirotte, *Sociologie de la coopération internationale: Acteurs, enjeux et débats* (pp. 15-18). Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur : <https://www.cairn.info/sociologie-de-la-cooperation-internationale--9782807333048-page-15.htm>
- REPRESENTATION permanente de la France auprès des Nations Unies à Rome (2021, Octobre). Le rôle clé des femmes pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Consulté le 06 Avril 2024 sur <https://onu-rome.delegfrance.org/Le-role-cle-des-femmes-pour-la-securite-alimentaire-et-nutritionnelle>
- SACHS, J.D. (2005). *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*. New York: Penguin Press <https://digitalcommons.wcl.american.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1269&context=sdlp>
- SOLAGRAL (1999), Mondialisation et développement durable: quelles instances de régulation? 12 fiches pour comprendre, anticiper, débattre. Unesco : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000125102_fre
- THÉODAT, J-M. (février, 2023), Haïti : un État fragile dans la caraïbe. Fondas kreyol <https://fondaskreyol.org/article/haiti-un-etat-fragile-dans-caraibe>

Annexe 1



ANNEXES Organigrammes des programmes



Plan d'action pour stratégie de communication mi-février 2024 - décembre 2024

PLAN D'ACTION ET SUIVI MI- FÉVRIER 2024 - DÉCEMBRE 2024							Suivi à remplir à la fin du projet		
Priorité : Accroître la visibilité à l'approche et aux résultats d'AVETI									
Objectif général 1 : Donner de la visibilité à l'approche et aux résultats du projet auprès des parties prenantes en Haïti et au Canada									
Objectifs spécifiques	Moyens (Actions)	Responsables	Échéancier	Ressources nécessaires et Moyens	Estimation des coûts	Résultats attendus	Priorisation (prioritaire ou facultatif)	Résultats obtenus	Explication des écarts si l'objectif n'est pas atteint
1	Recruter des volontaires pour soutenir les actions du projet (via PCV) et une ressource temporaire locale pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la stratégie de communication du projet AVETI	Direction et chargée du projet	Éév- Mars 2024	TDR des mandats -Description claire du rôle du volontaire -annonce sur les médias sociaux, sur le site web	000\$	2 Ressources recrutées (1 Volontaire et 1 temporaire locale) Augmentation de la visibilité du projet Renforcement de la sensibilisation	Prioritaire	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
2	Tenir AMC informé des avancés du projet	Récolter les récits de changement à l'écrit ; Prise de photo pour accompagner les récits de changement ; Étude de cas Programmation de la prise de récits de changement	Mars - Décembre 2024	- 1 employé - Équipement informatique et logiciel	XX\$ Montage et création vidéo XX\$ Push réseaux sociaux	Nombre de récits publiés et partagés Réaction d'AMC	Prioritaire	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

		- À AMC directement (personne resp projet + comms AMC) - Appui de Yves (Personnes contacts) ;							
3	Sensibiliser une partie de la population canadienne aux enjeux climatiques et d'égalité des genres. Obtenir son appui aux actions financées par AMC	Partage d'informations clés (histoires à succès et résultats du projets) sur les réseaux du CECI et de SOCODEVI autour de dates clés (ex 8 mars : Journée internationale du droit des femmes 22 avril : Journée internationale de la Terre 5 juin : Journée mondiale de l'environnement 6 juillet : (premier samedi de juillet) Journée internationale des coopératives 13 octobre : Journée internationale de la prévention des catastrophes 15 octobre : Journée internationale de la femme rurale 16 octobre : Journée mondiale de l'alimentation 17 octobre : Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, 25 novembre : Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes 8 décembre : journée du climat)	Équipe communication canada pour partager les récits de changements et avancés du projet Équipe communication Haïti pour partage sur réseaux à Haïti	Avril 2024- novembre 2024	-équipement informatique et logiciel (appareil photo, caméra, matériel de conception graphique, ordinateurs, logiciel de montage vidéo)	- Augmentation du nombre de personnes sensibilisées - engagement du public - augmentation du soutien du public envers les actions financées par AMC - plus grande visibilité du projet	Facultatif (en fonction des journées et du contenu)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
4	S'assurer de la validation des documents officiels du projet (PTA, Rapports, plan de désengagement)	Événement de fin de projet cérémonie de clôture (Valorisation des réalisations de projet)	Nicodème + Christine + appui Équipe comm Canada et Haïti	Décembre 2024	1 employé (nombre d'heures) Équipement informatique et logiciel -outils de documentation -support de diffusion -matériel de présentation	Documents officiels du projet validés ; - Célébration des réalisations, des partenariats et de l'effort collectif	Prioritaire (envergu re à définir)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
	S'assurer que AMC et toutes les parties prenantes sont informées et satisfaites		Équipe comm Canada et Haïti			-Visibilité accrue du projet et de ses impacts			
5	Systématiser les informations, capitaliser les expériences et Valoriser le travail d'équipe (Présenter le bilan complet du projet)	Article de fin de projet et mettre à jour la page projet	Équipe comm Canada (CECI)	Décembre 2024	1 employé (nombre d'heures) Équipement informatique et logiciel -outils de documentation -support de diffusion -matériel de présentation	000\$ -Documentation complète des réalisations, des enseignements et des impacts du projet (Voir (Document de capitalisation) -motivation accrue du public	prioritaires	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

Objectif général 2: Partager les enseignements et les meilleurs pratiques du projet avec les parties prenantes concernées

objectifs spécifiques	moyens ou action	Responsable	Échéancier	Ressources nécessaires	Estimation des coûts	Résultats attendus	Résultats obtenus	Explication des écarts si l'objectif n'est pas atteint
Séance de concertation et de vulgarisation des acquis du projet au niveau communal	Rencontre de concertation locale des acteurs impliqués dans le projet: champ école paysan, microfinance, etc	Equipe de communication	Juillet - Décembre 2024	Matériels audio visuel Documents de capitalisation		Rencontres de concertation locale réalisées		
Documents de capitalisation sur plusieurs sujets (Factsheets)	Avoir plusieurs fiches sur des sujets du projet : champ école paysan, microfinance, etc	Équipe projet Mise en page : Équipe Comm				3-5 fiches à partager lors de futurs événements/activités	facultatif	
Mise en confiance des institutions de microfinance face aux demandes de financement venant du secteur agricole.	Capitalisation, partage et diffusion de l'expérience, de la méthodologie et des leçons apprises (étude de cas)	A compléter	Novembre 2024- Décembre 2024	-1 employé (nombre d'heures) Équipement informatique et logiciel -outils de documentation -support de diffusion -matériel de présentation	000\$	-Large diffusion des expériences apprises -Partage efficace avec les parties prenantes -Meilleure appropriation et réplication des	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

Objectif général 3 : Changement des comportements et objectif général 4 : renforcement des capacités des organisations partenaires									
Objectifs spécifiques	Moyens ou action	Responsables	Échéancier	Ressources nécessaires	Estimation des coûts	Résultats attendus		Résultats obtenus	Explication des écarts si l'objectif n'est pas atteint
1	Plaidoyer auprès des partenaires financiers pour un renforcement des chaînes de valeurs promues par le projet	Tbc Est-ce déjà planifié dans le projet? Si oui, indiquer le moment.					facultatif		
2	Susciter l'intérêt des médias, de la société civile, des activistes, des ONG et des chercheuses pour le projet. susciter leur soutien au projet.	Campagne communication VBG dans les transports (autocollants, affiches sur les véhicules Sensibilisation et plaidoyer auprès des médias : rencontre avec les représentants des médias : subventions pour le matériel des médias en échange d'activités médiatiques pour le projet ou via l'association des médias	Personne EFH Avril 2024- Mai 2024	-Graphistes pour la conception des supports audiovisuels -budget pour l'impression et la distribution des autocollants et affiches - accords avec les transporteurs pour la mise en place des supports sur leurs véhicules. - rencontre avec les représentants des médias -documents de sensibilisation (fiches d'information, présentations percutantes) - 1 employé ou volontaire (responsable des relations publiques pour coordonner les efforts de plaidoyer)	000\$	-Accroître la conscientisation -Encourager l'engagement actif -Renforcer la légitimité des actions -Renforcer les partenariats	facultatif	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
3	Promouvoir l'adoption de pratiques qui permettront de parvenir à une agriculture plus résiliente et durable	Poursuite de la mise en œuvre des activités prévues avec les radios communautaires sur les changements climatiques et aspect EFH, Réalisation en concertation d'activités de plaidoyer d'envergure 13 octobre : journée internationale de la prévention des catastrophes,	Christine Mai 2024- Octobre 2024	-Équipement informatique et logiciel Document de plaidoyer (brochures, affiches...) Outils de démonstrations (sensibilisation pratique) Matériel de documentation (pour recueillir des témoignages)	000\$	-Sensibilisation accrue des radios communautaires et de leur auditoire au changement climatique et à l'égalité femme-homme -Meilleure compréhension des enjeux et actions concrètes pour y remédier -Meilleure compréhension et acceptation des pratiques agricoles	en support aux équipes projets	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
4	Promouvoir l'équité entre les femmes et les hommes en matière de revenus, de partage, de la charge de travail, de sécurité alimentaire et de prise de décision au sein du ménage les organisations paysannes et les chaînes de valeur	Réalisation en concertation d'activités de plaidoyer d'envergure 08 mars : journée internationale du droit des femmes, 15 octobre : journée internationale de la femme rurale, 16 octobre : journée mondiale de l'alimentation,	Christine Mars 2024- Octobre 2024	-Matériel de sensibilisation (brochures, dépliants, infographies sur l'équité genre) -Support de formation Outils de collecte de données	000\$	-Sensibilisation accrue -Mobilisation des parties prenantes -Changements progressifs vers une plus grande équité entre les femmes et les hommes	en support aux équipes projets	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
5	Capter l'intérêt des cultivatrices	Réalisation en concertation d'activités de plaidoyer d'envergure : 08 mars : journée internationale du droit des femmes, -13 octobre : journée internationale de la prévention des catastrophes -5 juin : journée mondiale de l'environnement -08 décembre : journée du climat 22 avril : journée internationale de la Terre 06 juillet : (premier samedi de juillet) journée internationale des coopératives 15 octobre : journée internationale de la femme rurale	Personne comm sur place Mars 2024-début décembre 2024	-Matériel documentation (rapports, étude de cas, arguments économiques) -Outils de présentation Matériel de promotion -Outils de suivi et évaluation (pour documenter l'impact des activités financées sur l'environnement et le public)	000\$	-Susciter une plus grande sensibilisation aux enjeux agricoles -Renforcer les capacités des femmes en matière de leadership -Favoriser les politiques agricoles inclusives et équitables.		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

Annexe 3

Questionnaire sur la Communication au sein du Projet AVETI

Bonjour,

Je suis actuellement en stage en tant que conseillère en communication pour le projet AVETI. Afin de mieux comprendre vos attentes et besoins en matière de communication, je vous invite à répondre à quelques questions pour éclairer notre démarche.

1- Contexte Général :

- Pourriez-vous nous décrire brièvement le contexte dans lequel votre travail s'inscrit au sein du projet AVETI ?
- Quel est le rôle de votre équipe dans la promotion des activités de développement agricole et environnemental ?

2- Objectifs de Communication :

- Quels sont les principaux objectifs que vous visez à atteindre grâce à la communication au sein de votre équipe ou département ?
- En quoi la communication est-elle capitale pour soutenir la réalisation des objectifs du projet AVETI ?

3- Cibles :

- Qui sont les principaux groupes ou personnes que vous cherchez à atteindre avec vos messages ?
- Pourriez-vous décrire ces audiences en termes de leurs besoins, attentes et préoccupations spécifiques ?

4- Stratégie de Communication :

- Avez-vous élaboré une stratégie de communication spécifique pour votre équipe ou votre département ?
- Quels canaux de communication utilisez-vous actuellement pour diffuser vos messages et interagir avec votre public cible ?

5- Supports et Ressources :

- Disposez-vous de documents, supports ou ressources existants qui pourraient nous aider à mieux comprendre votre approche en matière de communication ?
- Si oui, seriez-vous en mesure de partager certains de ces documents ou de nous donner des détails sur leur contenu ?

Je vous remercie de votre participation et de votre contribution à cette étude. Vos réponses seront précieuses pour orienter nos efforts de communication à l'avenir.

Cordialement,

Christine NGO SOM, Conseillère en Communication Projet AVETI